

1. Intitulé du projet

Création d'une station de transit de matériaux inertes

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

Communauté d'Agglomérations Arlysère

N° SIRET

200 068 997 00010

Forme juridique

Qualité du
signataire

M. Franck LOMBARD (Président)

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées :

☐

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

04 79 10 48 48

Adresse électronique

N° voie

2

Type de voie

Nom de voie

Avenue des Chasseurs alpins

Lieu-dit ou BP

Code postal

73200

Commune

Albertville

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom

PONTHIEU Eric

Service

Société

Arlysère

Fonction

Responsable technique secteur déchets

Adresse

N° voie

2

Type de voie

Nom de voie

Avenue des Chasseurs Alpins

Lieu-dit ou BP

Code postal

73200

Commune

Albertville

N° de téléphone

07 86 29 16 29

Adresse électronique

eric.ponthieu@arlysere.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

Type de voie

Nom de la voie

Lieu-dit ou BP

Donzet, Le Vernay

Code postal

73200

Commune

Albertville et Venthon

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

73200 Venthon, 73200 Albertville

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

La collecte et la gestion des déchets font partie des missions confiées à la Communauté d'Agglomérations ARLYSÈRE par les différentes communes qui la composent. Soucieuse de l'environnement et du développement durable, l'amélioration de la gestion et la valorisation des déchets constituent une thématique importante pour laquelle la CA ARLYSÈRE souhaite être porteuse de projets permettant de faire évoluer les communes vers un développement plus durable et plus soucieux de l'environnement en matière de déchets. À ce titre, ARLYSÈRE continue de développer ses déchèteries et a ouvert en 2021 un Ecoparc sur la commune de Venthon.

Accessible depuis la D1212 Albertville-Ugine, cet Ecoparc est situé en rive gauche de l'Arly, sur la commune de Venthon. D'une superficie de 3,58 ha, et destiné uniquement aux professionnels et aux collectivités, il réceptionne les déchets de gros volumes durant ses heures d'ouverture, mais peut également collecter les déchets en moindre volume (des artisans par exemple) à toutes heures via une déchèterie automatique. Outre une plateforme de transit pour ordures ménagères, emballages, une aire de transit de verre ménager, une déchèterie automatique et une plateforme de collecte et tri des déchets verts, cet Ecoparc comprend aussi une plateforme de tri et revalorisation des déchets inertes. Cette dernière plateforme, d'une superficie de 1,32 ha permet l'entreposage de matériaux inertes.

Face à la possibilité d'afflux de gros volumes de matériaux inertes, la CA Arlysère souhaite se doter d'une seconde grande plateforme d'entreposage de déchets inertes (station de transit-rubrique ICPE 2517), sur laquelle elle pourra venir entreposer les matériaux inertes valorisables issus du tri de la plateforme existante de l'ecoparc. Les matériaux entreposés sur cette nouvelle plateforme seront répartis selon la granulométrie et les filières de revalorisation possibles. Ainsi, Arlysère entend revaloriser ces matériaux inertes afin qu'ils soient réutilisés localement pour les divers chantiers de nouveaux aménagements (voiries, aires de stationnement...) sur le territoire.

Cette nouvelle plateforme fonctionnera de manière indépendante des ICPE existantes déjà présentes au sein de l'ecoparc, et notamment de la plateforme de transit (ICPE 2517) et de sa station mobile de tri (ICPE 2515) existantes sur ce dernier. Seul l'accès par l'ecoparc sera commun. En effet, la nouvelle station de transit n'entreposera que des matériaux issus de la station de transit existante, après tri et concassage de ces derniers. La nouvelle station de transit ne stockera donc que des matériaux valorisables au contraire de la première, qui stockera les déchets inertes bruts, réceptionnés par l'ecoparc, avant qu'une station mobile n'effectue le tri et concassage de ces derniers et puis un transfert vers la nouvelle plateforme. Outre leurs fonctions différentes, les périmètres de ces deux stations de transit adjacentes seront distincts et séparés par une clôture, et un portail fermé hors période de transfert des matériaux.

Pour réaliser cette extension, la communauté d'Agglomérations Arlysère souhaite déposer un dossier ICPE sous le régime d'enregistrement (rubrique 2517-1), pour créer une nouvelle ICPE de type station de transit de déchets inertes dans la continuité de l'emprise actuelle de l'Ecoparc actuel de Venthon, sur une surface de 12 700 m² de stockage, correspondant à un volume maximal estimé à 44 600 m³, si l'on considère une hauteur de stockage qui ne dépassera pas les 5 à 6 m de hauteur. L'emprise totale de l'ICPE en projet, incluant les voies de circulation, zone de retournement, et les bandes végétalisées couvrira 2,35 ha.

Outre l'installation, un bassin d'eau pour l'aspersion du site, ainsi qu'un dalot de passage par-dessus un ruisseau, sont prévus par le projet. Ces aménagements ne sont pas soumis à procédure d'urbanisme. En effet, ils n'entraîneront pas d'affouillements ou exhaussements supérieurs à 2 m. De plus, un ouvrage de franchissement ne relève pas d'une rubrique nécessitant de procédure au sens du code de l'urbanisme.

4.2 Votre projet est-il un :Nouveau site ☒Site existant ☐**4.3 Activité**

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	1.Supérieure à 10 000 m ² (E) 2.Supérieure à 5000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ² (D) Surface d'entreposage de matériaux : 12 700 m ²	E

4.4 Installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) :

Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubrique(s) relevant de la réglementation IOTA ? Oui ☒ Non ☐

Si oui :

- la connexité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ? Oui ☒ Non ☐

- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ? Oui ☐ Non ☒

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime
3.1.2.0	Ouvrage conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau : - supérieure ou égale à 100 m (A) - inférieure à 100 m (D)	Modification du profil en travers du lit mineur du ruisseau des Steppes sur une longueur 23 m	Déclaration
3.1.5.0	Ouvrage ou travaux dans lit mineur étant de nature à détruire les frayères : - Destruction de plus de 200 m ² (A) - Dans les autres cas (D)	En l'absence d'inventaire de frayères, la rubrique est cochée pour l'impact potentiel du projet sur les frayères, la surface en eau remodelée par le projet étant de moins de 50 m ²	Déclaration

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il : Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Massif des Alpes
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Projet hors zones humides issues de l'inventaire CEN Savoie. L'Arly, qui longe le projet, est recensé en tant que zone humide
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site BASOL Usine CEZUS - Fiche SSP000984401 Site BASOL Aluminium PECHINEY - Fiche SSP000858301
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zonages Natura 2000 les plus proches sont situés à 7,5 km vers l'ouest du site. Il s'agit des sites « ZPS - FR8212005 et ZSC - FR8202002 "Partie orientale du massif des Bauges" ».
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un bassin de rétention d'eau est prévu sur le site pour permettre l'aspersion et la brumisation des matériaux. Il sera alimenté par de l'eau de source du versant "est" déjà canalisée et dirigée en pied de versant dans le bassin d'orage de l'actuel éco-parc, avant d'être rejetée dans l'Arly. L'eau sera dès lors déviée plus en amont pour rejoindre gravitairement le futur bassin du projet. Plus en détails en Annexe 5 de la pièce 3 du dossier
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La masse d'eau souterraine captée pour l'alimentation du bassin est déjà canalisée et rejetée en pied de versant. Elle sera simplement rejetée environ 400 m plus à l'aval dans l'Arly, après avoir transité par le ruisseau des Steppes
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet ne consiste qu'à entreposer des matériaux sur le site (stockage temporaire). Il est donc ni excédentaire, ni déficitaire en matériaux. Les terrassements des ouvrages à réaliser (bassin d'eau, dalot) seront équilibrés sur site.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet ne consiste qu'à entreposer des matériaux sur le site (stockage temporaire). Il est donc ni excédentaire, ni déficitaire en matériaux. Les terrassements des ouvrages à réaliser (bassin d'eau, dalot) seront équilibrés sur site.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucun inventaire spécifique du milieu naturel n'a été réalisé sur le site. Le site est avant tout une friche industrielle, sur laquelle s'est développée une végétation opportuniste et ubiquiste, après le démantèlement des installations en 2002, il y a 20 ans. La végétation s'est développée sur un substrat minéral (dallage). Des îlots de plants de Renouée du Japon (espèce envahissante) y ont été observés. Tout sera mis en œuvre en phase travaux pour éradiquer tous les plants présents et éviter toute dissémination de celle-ci. Un dalot sera réalisé sur le ruisseau des Steppes, il permettra le maintien de la continuité écologique sur le cours d'eau, et l'éventuelle circulation piscicole. Plus de précisions au point 5.8 de la pièce 3 du dossier.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas située au sein d'un site Natura 2000. Les zonages Natura 2000 les plus proches sont situés à 7,5 km vers l'ouest du site. Il s'agit des sites « ZPS - FR8212005 et ZSC - FR8202002 "Partie orientale du massif des Bauges" ».

¹

Non concerné

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet ne consomme pas d'espaces agricoles ou forestiers.</p> <p>S'agissant d'une friche industrielle, il n'y a pas d'agriculture sur le site et les arbres de moins de 20 ans qui ont colonisés le site ne sont pas exploités.</p> <p>Une partie de la végétation boisée sera maintenue pour maintenir des écrans de végétations autour du site et en interne sur le site. Des bandes boisées seront également créées là où des rideaux boisés sont inexistantes.</p> <p>Plus de précisions aux points 5.10 et 5.11 de la pièce 3 du dossier.</p>
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les PIZ en vigueur de Venthou et Albertville ne recensent pas de risques naturels sur le site. En revanche, le PIZ en projet de la commune d'Albertville recense un aléa chute de bloc, qui est évité par le contour du projet. Plus de précisions au point et 5.7 de la pièce 3 du dossier.</p>
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il s'agit uniquement de déchets non dangereux inertes
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?				
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'augmentation de trafic liée au projet devrait être faible. Les accès par la RD1212 sont facilités et réalisés pour accepter un trafic plus important qu'actuellement sur l'écoparc.</p>
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le travail des engins se fera uniquement en période diurne, aux horaires d'ouverture de l'écoparc. Les lieux d'habitations les plus proches sont situés à 100 m en amont du site, et ils sont peu densément peuplés. Les véhicules et engins transitant sur le site seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Ils seront bien entretenus. L'usage d'appareils de communication par voie acoustique gênants pour le voisinage sera réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?				
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?				
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'entreposage de déchets inertes ne sera pas à l'origine de vibrations, mais ces dernières seront plutôt liées au travail de chargement et déchargement par les engins. Les engins seront conformes à la réglementation en vigueur et ne travailleront que le jour. De plus, le site n'est pas situé à proximité directe d'habitations.</p>
	Est-il concerné par des vibrations ?				

	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet d'extension consiste à stocker temporairement (entreposer) des déchets inertes qui pourront être valorisés. Il ne produit donc pas de déchets, mais remet en circulation des déchets valorisables.
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ICPE s'implante sur un ancien site industriel déjà artificialisé par le passé, situé en fond d'une vallée boisée permettant de masquer le site du projet, en vue de loin principalement. Des rideaux boisés existants au sein du site seront maintenus ou seront créés lorsqu'ils sont inexistant pour masquer les vues sur l'ICPE en vue de près également. Au sein du site, les zones d'entreposage seront logées au milieu de haies arboricoles, ce qui maintiendra un caractère naturel au sein du site et à ses abords. L'ensemble des talus créés en phase travaux seront également revégétalisés. Enfin, la hauteur des tas de matériaux inertes sera limitée à 5-6 m pour faciliter leur insertion derrière les écrans de végétation.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

Il n'y a à ce jour pas d'autres projets existants ou approuvés sur ce secteur des communes de Venthon et d'Albertville.

Vers l'amont, l'urbanisation (écoparc, quai de transfert, centrale électrique) bloque toute possibilité de nouveau projet. Vers l'aval, le dome de confinement de l'ancienne décharge polluée de Pêchincy bloque également toute possibilité de projet.

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les probables effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Voir point 6) de la pièce 3 du dossier

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement].

Il s'agit d'un site nouveau. Après sécurisation et nettoyage du site, ce dernier pourra être :

- Soit redonné au milieu naturel. Tout comme la friche industrielle sur laquelle l'ICPE va s'implanter : le site sera petit à petit recolonisé par une végétation opportuniste et par les habitats naturels environnants. Avec le temps le site reprendra un caractère naturel.
- Soit repris par un nouvel exploitant en vue de la création d'une nouvelle activité compatible avec les usages du site.

La CA Arlysère et son président Franck Lombard, étant respectivement propriétaire du site et président de l'administration compétente en matière d'urbanisme, mais aussi signataire de la présente demande d'enregistrement ICPE, l'avis de M. Lombard est réputé favorable sur le devenir et l'état futur du site proposé par le dossier en cas d'arrêt définitif de l'installation.

L'usage futur est abordé plus en détails au sein de la pièce 4 du dossier.

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A

FILBERTVILLE

Le

31/8/2023

Signature du demandeur



Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7 , le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. – Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. – La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. – La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste	

suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : <i>[9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 <i>[article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]</i> . Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence <i>[Art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; <i>[1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 <i>[2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> . Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation <i>[2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites <i>[II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables <i>[III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : <i>[IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; <i>[1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; <i>[2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous <i>[3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]</i> .	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :	
P.J. n°14. - La description :	<input type="checkbox"/>

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement	
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :	
P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :	<input type="checkbox"/>
P.J. n°18. - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP	

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :
Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>